

3€

regards



N°43/SEPTEMBRE 2014

MOYEN ORIENT / EI
GUERRE,
LA CERTITUDE
DU PIRE

ENTRETIEN AVEC
ALAIN GRESH

Les Éditions Regards
5, villa des Pyrénées, 75020 Paris
09-81-02-04-96
redaction@regards.fr

Direction
Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique
Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction
Benoît Borrits, Guillaume Liégard,
Roger Martelli, Aline Pénitot, Catherine Tricot,
Laura Raim, Jérôme Latta

Administration et abonnements
Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Comptabilité
comptabilite@regards.fr

Publicité
Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards
Directrice de la publication
et gérante
Clémentine Autain

SOMMAIRE N°43

p.4 Autoportrait
Caroline De Haas

p.8 Dossier
Guerre, la certitude du pire

p.22 Entretien avec Jade Lindgaard
Je crise climatique

p.28 Geneviève Fraisse
« Valérie Trierweiler n'est pas entrée dans l'histoire »

p.34 Paul Chemetov
Philharmonie de Paris :
le prix de l'architecte

p.40 La disparition du parti de la classe ouvrière
Débat de Julian Mischi avec Roger Martelli

p.40 La chronique d'Isabelle Lorand
Mort à la guerre

DEBOUT L'ESPOIR !

La rentrée politique a produit son lot de sidération. Tout fonctionne depuis cet été comme si le temps accélérât. En 48 heures, à la faveur d'une bonne « cuvée du redressement », nous sommes passés de Valls I à Valls II. Avec autorité, l'exécutif a réaffirmé son cap, visant à frapper « plus vite, plus fort ». Le premier ministre d'un gouvernement dit de gauche a été ovationné par le Medef. Le nouveau locataire de Bercy, Emmanuel Macron, a expliqué qu'« une autre politique est un mirage », version française du fameux TINA de Margaret Thatcher. Un ministre a été remercié au bout quelques jours pour cause de « phobie administrative », illustrant à quel point le sommet de l'État est gangrené par l'argent et le sentiment d'impunité. Et Valérie Trierweiler a explosé les ventes avec son brûlot contre François Hollande, décrivant le mépris de classe du chef de l'État cristallisé par l'expression des « sans-dents » qui, franchement, ne s'invente pas. Et pour clore la séquence de la rentrée, voici Nicolas Sarkozy paradant sur Facebook et France 2 pour son retour tant promis. Entre une « gauche » gouvernementale désespérante et le retour vers le passé de la droite, l'atmosphère politique est asphyxiante. Marine Le Pen peut se promener, rayonnante, de plateaux en plateaux, comme s'il suffisait pour elle de ramasser la mise... Misère. L'autre gauche, celle qui n'a pas renoncé mais se trouve aujourd'hui éclatée, restera-t-elle les bras ballants, pétrifiée par ses divisions et l'ampleur de la tâche après tant de désastres ? Les « frondeurs » s'abstiennent, ce qui ne mène pas loin. Le Front de gauche se cherche péniblement un nouvel élan. EE-LV hésite sur son chemin après la sortie du gouvernement. Le NPA fait toujours bande à part. Et la césure reste béante entre ce monde politique encore atomisé et le mouvement social, l'univers intellectuel critique ou celui de la création artistique. Or, sans rassemblement inédit, sans formes politiques nouvelles, sans audace, aucun espoir ne peut s'ouvrir. Et sans espérance, sans imaginaire renouvelé, sans cadres organisés en phase avec les aspirations contemporaines, le peuple ne peut se constituer. Une chose est sûre : agir et expérimenter est d'une urgente nécessité. Le Parti de gauche propose un mouvement pour une VIe République. Ensemble a lancé l'idée d'assises pour la transformation sociale et écologique. Manière d'être debout. Il le faut. ← CLÉMENTINE AUTAIN



AUTO PORTRAIT

Caroline Dehaas

répond à notre questionnaire de Proust



Dirige une agence de conseil en égalité *Egaé, d'égal à égale*



Candidate Féministes pour une Europe Solidaire
aux élections européennes du 25 mai 2014



Ancienne conseillère de Najat Vallaud-Belkacem,
ministre des droits des femmes, de mai 2012 à mai 2014



A quitté le Parti Socialiste en avril 2013



Fondatrice de l'association *Osez le féminisme*

Ma vertu préférée

Le courage – surtout quand il s'agit de résister au « There is no alternative » qu'on nous ressasse en permanence.

Ce que j'apprécie le plus chez mes ami-e-s

Quand ils font bien à manger (j'aurais pu écrire « l'intelligence », « la gentillesse » ou « l'enthousiasme » mais je trouvais ça un peu gnangnan).

Mon principal défaut

Impossible de répondre, je ne serais pas objective (hop, une pirouette).

Mon occupation préférée

L'activisme, surtout féministe.

Mon rêve de bonheur

La gauche au pouvoir (si on était sur Twitter, j'aurai ajouté #ohwait).

Ce que je voudrais être

Secrétaire générale de l'ONU (oui, visons haut).

Le pays où je désirerais

vivre La France, parce qu'il n'y a pas beaucoup de pays dans lesquels on peut choisir d'avorter, ne pas déboursier des milliers d'euros pour être soignée et trouver des manifs pour défendre nos droits à tous les coins de rues (ou presque).

Ma couleur préférée

Le bordeaux (ça marche aussi pour « mon alcool préféré », mais la question n'est pas posée).

La fleur que j'aime

J'ai hésité un instant à taper « jolies fleurs » sur Google pour répondre à la question mais autant avouer que je suis incapable de reconnaître une fleur d'une autre.

Mes auteurs favoris en prose

Beaucoup, mais en ce moment, Françoise Héritier, Arto Paasilinna, Antoine Bello, Annie Ernaux. Récemment découvert Harper Lee (Ne tirez pas sur l'oiseau moqueur), un régala.

Mes héros dans la fiction

Mafalda (qui veut aussi être Secrétaire générale de l'ONU) et Lewis Trondheim dans Les Petits riens (il existe aussi en vrai, certes).

Mes héroïnes favorites dans la fiction

Angélique, marquise des anges (mais si, je vous assure, c'est une féministe méconnue !).

Mes héros dans la vie réelle

Les parents en situation de monoparentalité (mais comment font-ils ??) et Lena Dunham parce qu'elle a vraiment la classe.

Mes héroïnes de l'histoire

Christine de Pisan, Mary Wollstonecraft, Hubertine Auclert (à votre tour d'aller sur Google).

Ce que je déteste par-dessus tout

Le cynisme en politique.

Personnages historiques que je méprise le plus

Le mépris est une activité que j'essaye de peu pratiquer (fatigante et pas très productive). Le personnage historique qui à la fois me révulse le plus et me fascine tout autant, c'est Fouché (lisez l'incroyable biographie écrite par Stefen Zweig).

La réforme que j'estime le plus

La loi autorisant l'IVG de 1975, arrachée au pouvoir politique par des décennies de mobilisations féministes.

Les fautes qui m'inspirent le plus d'indulgence

L'étourderie (sauf quand on oublie de payer ses impôts, faut pas se foutre de la gueule du monde).

Ma devise

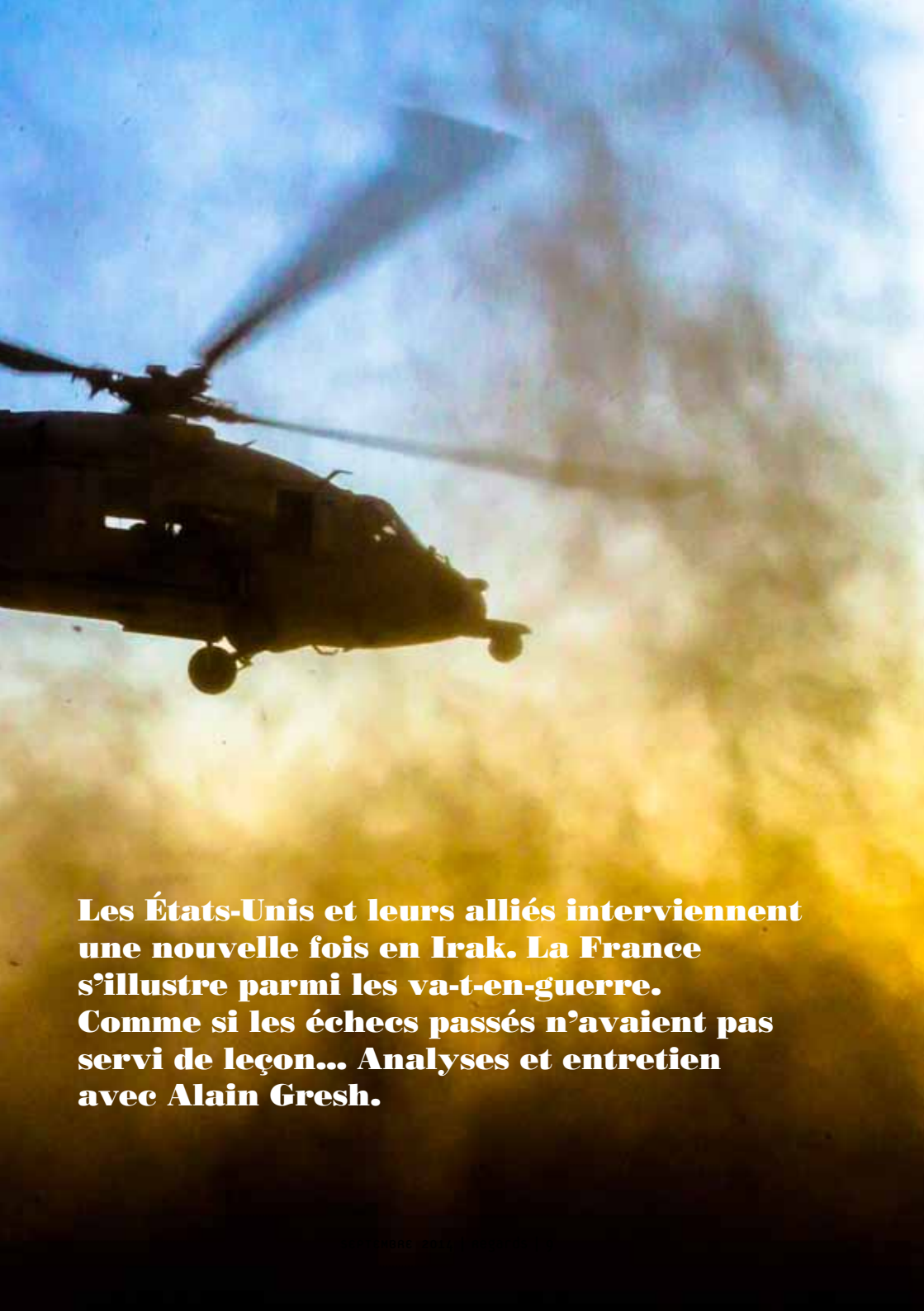
« Je suis pessimiste avec l'intelligence, mais optimiste par la volonté »
(Gramsci).

Mon état d'esprit actuel

Une sidération politique qui a trop duré et que je vais transformer ces jours ci en détermination à participer à la reconquête du pouvoir par la gauche.



**GUERRE,
LA CERTITUDE
DU PIRE**



Les États-Unis et leurs alliés interviennent une nouvelle fois en Irak. La France s'illustre parmi les va-t-en-guerre. Comme si les échecs passés n'avaient pas servi de leçon... Analyses et entretien avec Alain Gresh.

Faire la guerre en Irak, une idée lumineuse

Aux plans humain et politique, le bilan des deux précédentes interventions est désastreux. Avec la situation actuelle dans la région, il pourrait être pire. Tant pis, Hollande y court.

Jamais deux sans trois. Après la tragédie humanitaire des années 1990 et le fiasco stratégique post-2003, une «grande coalition» occidentalopersique s'apprête une nouvelle fois – et, pour partie, a déjà commencé – à intervenir en Irak. Troisième guerre en vingt-trois ans dans ce pays au cœur du Moyen-Orient.

Au regard des résultats obtenus à l'issue des deux précédentes interventions de 1991 et 2003, on est en droit de s'inquiéter. Pêle-mêle : un embargo meurtrier, des centaines de milliers de

victimes civiles, l'un des systèmes de santé et d'éducation les plus performants de la région réduit en miette, une accentuation de la confessionnalisation de la société, l'installation de la violence armée comme mode systématique de règlement des conflits, un État partitionné, affaibli à l'extrême et dont les représentants manquent cruellement de légitimité, une défiance populaire durable vis à vis des «puissances occidentales»... Le bilan des deux premières guerres d'Irak n'est pas glorieux.

« TOUS LES MOYENS »

Quels objectifs, cette fois ? La formulation en demeure pour l'heure assez floue, ouvrant la porte à de larges possibilités. Ce lundi, le texte final pondu à l'issue de la conférence internationale sur la sécurité en Irak qui s'est tenue à Paris a souligné que « tous les moyens nécessaires », y compris militaires seraient mis en œuvre pour aider Bagdad à lutter contre l'EI (pour État islamique, ex EIL, État islamique en Irak et au Levant, ou Daash, acronyme arabe). Et ce « dans le respect du droit international et de la sécurité des populations civiles ». En gros, comme l'a expliqué Barack Obama le 10 septembre, il s'agit de combattre et d'éradiquer les combattants jihadistes de l'EI. Les États-Unis ont commencé leurs frappes aériennes début août ; la France, elle, a envoyé ses avions en reconnaissance aérienne et fournit des armes (« sophistiquées », selon Laurent Fabius) aux Peshmergas du Kurdistan irakien depuis un mois.

Vendredi, à Bagdad, où il s'était rendu pour assurer le président Fouad Massoum du soutien de la France, François Hollande avait évoqué la nécessité d'éliminer les sources de financement, d'approvisionnement et de recrutement de djihadistes, de contrôler les frontières et de former l'armée irakienne. Autant de

thèmes qui ont été débattus hier à Paris par la trentaine de pays présents.

CHACUN SA PARTITION

D'après le département d'État américain, plus d'une quarantaine de nations seront sur les terrains militaire et/ou humanitaire et à des degrés divers d'engagement et d'exposition. Derrière les États-Unis, on retrouve bien sûr les alliés traditionnels européens (France, Royaume-Uni, Allemagne, Espagne, Italie, etc.), plus la Corée du sud, le Japon, l'Australie mais aussi l'Arabie Saoudite, le Qatar, la Jordanie. Une coalition large donc (Israël devrait également en être mais pas l'Iran ni l'Égypte), en partie composée par des États qui, depuis le début de la crise syrienne en 2011, jouent leur propre partition dans la région. Partitions souvent antagonistes, les uns et les autres soutenant des groupes et factions éventuellement ennemis, et ce au gré des renversements d'alliance ponctuels et des appartenances confessionnelles. Le tout au service, bien entendu, d'ambitions plus ou moins assumées de leadership régional. Contrairement à la plupart des organisations politico-militaires opérant dans la région, les troupes de l'EI qui fédèrent donc tout ce beau monde contre elles, ne bénéficient, elles, d'aucun soutien

direct comme le rappelle l'universitaire Grégory Gause dans un article consacré à la « nouvelle guerre froide au Proche-orient » (à lire, en français, sur Orient XXI) : « L'EI quant à lui n'a pas de protecteur, (...) Qatar et l'Arabie saoudite ont investi des sommes importantes dans l'opposition syrienne, et il est possible qu'une partie de leur argent ait fini entre les mains de l'EIIL puis de l'EI. Mais il n'existe aucune preuve qui tendrait à montrer que ces deux pays soutiennent directement cette organisation (...) L'EIIL (...) a trouvé seul ses moyens financiers, tirant ses ressources du banditisme, de l'extorsion d'argent en échange de sa protection, du contrôle de routes marchandes et en captant des revenus tirés des raffineries de pétrole et des centres de distribution d'essence. (...) L'une de ses forces, en termes de propagande, est d'afficher qu'il n'est l'obligé d'aucune puissance étrangère. »

MUPLICATION DES FOYERS TERRORISTES

Dans une région où les « puissances » locales n'en sont plus et où les frontières héritées des accords franco-britanniques Sykes-Picot (1916) semblent prêtes à voler en éclat, l'EI, sans soutien direct donc mais tirant le meilleur parti du chaos régional, démontre qu'il est aujourd'hui en capacité de rassembler un nombre conséquent de combattants.

Des combattants suffisamment équipés et déterminés pour effacer la frontière syro-irakienne et mettre en difficulté une armée irakienne « formée », on s'en souvient, pendant plusieurs années et jusqu'en 2011 par... les GI's états-uniens.

« Il serait temps que les pays occidentaux tirent les leçons de l'expérience (...), il y avait en 2001 un foyer de crise terroriste central (dans la région ndlr), aujourd'hui il y en a près d'une quinzaine. C'est dire que nous les avons multiplié (...) Aujourd'hui, l'EI c'est l'enfant monstrueux de l'inconstance et de l'arrogance occidentale », a déploré vendredi Dominique de Villepin.

Mais le temps du « non » français à la guerre en Irak (2003) est révolu : François Hollande semble convaincu que la France a toute sa place dans ce « Nous » occidental dénué d'intelligence politique, incapable de tirer des enseignements du passé et fonçant tête baissée dans les pièges les plus monstrueux (vidéos d'otages décapités). Un « Nous » qui se passe de l'accord des peuples, ne prend plus la peine de s'embarrasser du « parapluie » (certes très abîmé) onusien et prend le risque (à dessein ?) de coaliser toujours un peu plus les « forces du mal ». De quel désastre la troisième guerre en Irak qui s'annonce sera-t-elle cette fois le nom ? ● EMMANUEL RIONDÉ

Alain Gresh

« Ceux qui pensent que l'intervention militaire est une solution politique devraient réfléchir »

Spécialiste du Proche et du Moyen-Orient, fondateur du site Orient XXI, Alain Gresh doute de la réelle puissance de l'État islamique et redoute les conséquences d'une nouvelle guerre - pour l'Irak et pour toute une région déchirée par les intérêts locaux et internationaux.

Regards. Sommes-nous en train de voir exploser les frontières établies en 1916 définissant les contours de la Syrie et de l'Irak ?

Alain Gresh. Je ne suis pas sûr... On peut toujours parler de l'artificialité de ces frontières. C'est vrai et relatif à la fois. La région mésopotamienne est de longue date unifiée et il existe une identité irakienne. Pouvons-nous revenir au point de départ ? Ce n'est pas certain. En tout cas, il y a bien un affaissement des États de la région. C'est manifeste avec l'Irak, l'Afghanistan, moins visible dans les régimes dictatoriaux comme l'Égypte ou la Syrie. À côté de cette faiblesse des États, et bien avant le printemps arabe,

on constatait que les éléments les plus dynamiques dans la région étaient des forces non gouvernementales comme les talibans, le Hezbollah, le Hamas ou les milices kurdes. C'est toute une région qui est affaiblie par les guerres et les interventions étrangères. Sans même parler de la longue guerre Iran-Irak des années 80, l'Irak est en guerre avec des puissances étrangères de façon quasi continue depuis trente ans et a subi dix années d'embargo. La guerre de 2003 a été l'élément déstabilisateur de trop : l'État irakien s'est effondré. Cela devrait faire réfléchir ceux qui pensent que l'intervention militaire est une solution politique. La guerre est de moins en moins considérée comme une solution

de derniers recours, mais de première intention. Pourtant, on constate que même quand il s'agit d'abattre un dictateur comme en Lybie ou en Irak, cela débouche sur des guerres civiles, l'armement de milices, la dissémination des armes.

Associez-vous ce recul des États avec la montée des conflits religieux ?

Il est difficile de définir la place de chaque facteur et leurs interactions. Il est certain que la division Sunnites / Chiïtes est prégnante et qu'elle est manipulée par les deux puissances régionales, l'Iran et l'Arabie saoudite. Ce sont moins les gouvernements qui jettent de l'huile sur le feu que les chaînes satellitaires religieuses. Dans ces moments de recul des États, de violence et de guerre, les communautés ethnico-religieuses tendent à prendre une place grandissante dans la vie de chacun. C'est souvent auprès de sa communauté que l'on recherche de la sécurité. On peut aussi voir dans cette montée du facteur religieux l'impact de l'intervention américaine. Est-ce par méconnaissance, pour faire éclater l'État irakien ? En tout cas, ils voient l'Irak comme un regroupement de communautés, chiïte, sunnite, kurde... Et ils ont imposé cette organisation. Difficile, dans ce contexte, de construire des propositions politiques par dessus

cette partition simpliste. À l'intérieur de chaque « communauté », il n'y pas un seul point de vue, une seule stratégie, et donc des jeux d'alliances qui peuvent fluctuer.

Qui est EI, l'État islamique ?

On gonfle la dangerosité d'EI. Tout d'abord ce n'est pas un État. Il s'agit tout au plus de 20.000 hommes en armes, regroupés récemment. EI n'est pas non plus une armée ; il ne possède pas d'aviation, par exemple. Il est basé en Irak et s'est déplacé vers la Syrie. Il se nourrit des répressions successives, comme celle qui a fait de nombreuses victimes parmi les Sunnites d'Irak en décembre 2013. Les Sunnites irakiens se sentent démunis face à la puissance iranienne. EI profite de ce vide et en fait sa force. Mais EI n'a plus aucun soutien extérieur. Même l'Arabie saoudite qui avait appuyé une partie de l'insurrection sunnite en Irak ne les soutient plus. EI conserve le soutien financier de fortunes du Golfe et une certaine complaisance turque, mais il ne possède plus aucun soutien étatique : il est clairement devenu un danger pour tous les États qui redoutent l'extension du djihadisme. EI a même perdu l'appui d'Al-Qaïda. EI et Al-Nosra se revendiquaient tous les deux de Al-Qaïda avec des stratégies différentes vis-à-vis des Chiïtes. EI les prend pour cible. Al-Qaïda condamne ces attaques et choisi donc de soutenir

« Sans doute Obama pense-t-il qu'il faut tenter de sauver quelque chose de l'Irak. Il a bien raison de peser le pour et le contre »

Al-Nosra au détriment de EI, qui se retrouve d'autant plus isolé. En Irak, il n'y a pas d'autre voie que la solution politique pour intégrer l'ensemble de la population dans le système. Avec les derniers changement cosmétiques au sommet de l'État, on en est très loin : le pouvoir reste celui des seuls Chiïtes et il s'appuie sur les milices chiïtes.

On reste perplexe devant la grande coalition pour venir à bout de ces 20.000 hommes. Quel sens a la rencontre sur l'Irak organisée par Paris le 15 septembre ?

Les plus réticents pour monter cette coalition internationale furent les Américains et l'administration Obama. Barack Obama a été beaucoup attaqué pour ne pas être intervenu plus tôt. Il est sous la pression des conservateurs et d'Hillary Clinton. Ses alliés du Golfe aussi se font pressants. Sans doute pense-t-il qu'il faut tenter de sauver quelque chose de l'Irak. Il redoute sûrement que le pouvoir tombe et se tourne vers l'Iran. Il a bien raison de peser le pour et le contre. La France a,

elle, joué les va-t-en guerre. À mon avis pour des raisons de politique intérieure et pour susciter l'unité nationale. Mais la coalition n'enverra pas de soldats sur le terrain. Obama y est fermement opposé. Il sait qu'en dix ans et avec 100.000 hommes sur place, les Américains ne sont pas parvenus à fixer la situation. Ce relatif éloignement des Américains a pour conséquence de revaloriser la place des acteurs régionaux. Cela permettra que l'on puisse voir chaque conflit comme des divergences entre puissances régionales et non comme la relance d'une nouvelle guerre froide. Le possible accord avec les Iraniens sur la question du nucléaire serait, de ce point de vue, un pas de plus très substantiel.

Et donc, quels sont les intérêts des puissances régionales ?

L'Arabie saoudite et les États du Golfe veulent un changement à Bagdad. Mais pour eux, le renversement d'Assad est essentiel : ils se sont trop engagés en ce sens pour faire marche arrière. Leur politique est « inflexion en Irak ; changement en Syrie ». L'Iran, qui n'a



« Il y a une certaine désespérance après l'espoir de 2011 »

pas été conviée à Paris, veut l'inverse. L'autre grand acteur régional, la Turquie, ne participera pas à la coalition. Sans doute pour des raisons conjoncturelles : un consul et quarante ressortissants turcs sont retenus en otage par l'État islamique. La Turquie est engagée en faveur du renversement du pouvoir syrien et elle a beaucoup contribué à la rébellion en laissant ses frontières poreuses. Elle veut désormais les fermer car elle craint des attentats sur son sol. La question kurde détermine aussi le régime d'Ankara. Les Kurdes veulent un État le plus étendu possible. C'est leur seul objectif : ils ont accueilli les chrétiens, mais ne les ont pas défendus. La force dynamique parmi les Kurdes, qui connaissent aussi des divisions internes, est constituée par les militants marxistes du PKK. Et la Turquie n'entend absolument pas négocier avec eux.

Ces enjeux de puissance nous éloignent de tout projet politique...

L'expérience du Liban montre que les objectifs politiques s'effondrent dans les guerres civiles. La politique ne s'invente pas dans la guerre. Nous entrons dans des décennies d'affrontement. Il y a une

certaine désespérance après l'espoir de 2011. Mais les éléments présents lors du printemps arabe restent présents, en particulier le dynamisme de la jeunesse, quand bien même, partout, les vieux tentent de le confisquer.

La Palestine continue-t-elle d'être un vecteur politique, d'identification et de lutte, pour tous ces peuples ?

Il devient clair qu'il n'y a plus de projet palestinien. Ni la création de deux États palestinien et israélien, ni l'État unique binational ne paraissent crédibles. Pourtant, la question palestinienne reste un enjeu symbolique puissant. On l'a vu encore cet été avec les mouvements de solidarité, en particulier sur les réseaux sociaux, en faveur des Gazaouis. Un général américain ne dit pas autre chose en déclarant : « La non solution du conflit palestinien fait chez nous des dizaines de morts. » La question palestinienne reste un ferment de mobilisation et d'engagement, une cause qui rassemble la diversité de la jeunesse et qui provoque des rapprochements durables. ● **ENTRETIEN RÉALISÉ PAR CATHERINE TRICOT**
LE 16 SEPTEMBRE



Syrie : vers une guerre illégale contre les djihadistes

Si la demande d'aide émanant de Bagdad pour lutter contre l'État islamique fournit une base légale à l'intervention armée de la communauté internationale en Irak, rien n'autorise les puissances occidentales à mener des frappes en Syrie.

Les diplomates ont décidément l'art d'éviter les sujets qui fâchent. Réunie à Paris lundi, la communauté internationale s'est solennellement engagée à soutenir « par tous les moyens nécessaires » la lutte de Bagdad contre les djihadistes de l'État islamique (EI), mais elle s'est bien gardée d'évoquer le cas, bien plus épineux, de la Syrie.

De fait, l'intervention en Irak, où les États-Unis mènent déjà une campagne de frappes aériennes depuis le 8 août, ne pose pas de problème légal. Dès lors que le gouvernement irakien a demandé l'aide de la communauté internationale,

il n'est pas obligatoire d'en passer par une autorisation préalable du Conseil de sécurité de l'ONU. Tout État a en effet le droit de solliciter l'appui militaire d'une puissance extérieure pour faire face à un problème intérieur. En janvier 2013, c'est bien la lettre du président Traoré adressée à l'Élysée qui a constitué la base légale de l'intervention française au Mali.

PAS DE «LÉGITIME DÉFENSE»

Cependant, Laurent Fabius peut bien saupoudrer tous ses discours de références à l'article 51 de la charte de

l'ONU sur la « légitime défense », en réalité, cette disposition ne s'applique pas plus à la situation présente qu'elle ne s'appliquait à la configuration malienne l'année dernière. Elle ne vaut en effet qu'en cas d'agression d'un État contre un autre. Or l'Irak, comme le Mali avant lui, n'a pas été attaqué par un autre État, mais par une entité non étatique présente sur son territoire. Cette volonté de draper les interventions militaires françaises de légitimité onusienne tient sans doute au fait que François Hollande avait juré, le 27 août 2012, que la France ne participerait « à des opérations de maintien de la paix ou de protection des populations qu'en vertu d'un mandat et donc d'une résolution du Conseil de sécurité » de l'ONU. Toutefois, si le président rompt – une fois de plus – l'une de ses promesses, il ne viole pas pour autant le droit international.

LA SYRIE EST UNE AUTRE PAIRE DE MANCHES

Les Américains s'apprentent à y étendre leur guerre contre les djihadistes en toute illégalité, puisque Bachar el Assad, lui, n'a pas demandé d'aide internationale contre les forces de l'EI. Le dictateur syrien a même longtemps épargné les djihadistes, les laissant contrôler un quart du territoire, de manière à réaliser sa prophétie selon laquelle ses opposants ne sont que des « terroristes ».

Pour avoir le droit de son côté, Obama aurait donc besoin d'une résolution

de l'ONU. Une voie qui a été jusqu'à présent systématiquement barrée par les vetos russes et chinois. Comme le fait remarquer dans Politico la professeure de droit international Mary Ellen O'Connell, en l'absence de consensus onusien, « l'approche du président américain en Syrie est l'équivalent juridique de ce que fait le président Vladimir Putin en Ukraine : armer les rebelles et mener des frappes aériennes. »

UNE «COOPÉRATION» AVEC LE RÉGIME D'ASSAD ?

Mais ceci pourrait changer. Désireux d'apparaître comme un rempart contre le terrorisme, le dictateur syrien s'est retourné à la mi-août contre ses anciens protégés de l'EI. Ayant commencé à pilonner leurs positions à Raqa dans le nord du pays, Assad laisse désormais entendre qu'il serait prêt à autoriser une intervention militaire extérieure... à condition d'en recevoir la demande formelle.

« Dans ce cas, la Russie et la Chine ne mettraient sans doute plus leur veto à une résolution sur la Syrie, estime Olivier Corten, spécialiste de droit international à l'Université Libre de Bruxelles. Autrement dit, les États-Unis pourraient facilement rendre leur opération en Syrie légale au regard du droit international, mais au prix d'afficher une coopération avec le régime d'Assad et de lui donner raison sur la nature sanguinaire de ses opposants... » Un coût politique inenvisageable pour Barack Obama,



qui préfère encore se passer de la caution onusienne. Il présidera bien le 24 septembre une réunion au sommet du Conseil de sécurité, mais il y sera surtout question d'imposer aux États de nouvelles obligations pour empêcher leurs citoyens de s'enrôler dans l'EI.

Le président démocrate prétendait pourtant rompre avec l'idéologie néoconservatrice de son prédécesseur et raviver le multilatéralisme dans les relations internationales. Mais à

quelques semaines d'élections difficiles pour le camp démocrate, et face à une opinion favorable à la guerre après les assassinats successifs de deux journalistes américains, Obama se prévaut désormais explicitement de la doctrine Bush, n'hésitant pas à employer les mêmes termes : il n'y aura « pas de sanctuaire », a-t-il déclaré le 10 septembre. L'État islamique sera frappé « où qu'il soit ».

● LAURA RAIM



Jade Lindgaard « Un jour, je me suis sentie égoïste »

Dans son ouvrage *Je crise climatique*, la journaliste de Mediapart explore notre aveuglement face à l'impact de nos « vies fossiles » sur l'environnement. Et invite à un imaginaire écologique joyeux, fondé sur la reprise en main de notre existence.

REGARDS. Nous savons tous aujourd'hui que la crise environnementale s'aggrave. Plus rares sont ceux qui sont suffisamment affectés par ce savoir pour s'engager dans l'écologie politique. Qu'est ce qui s'est passé chez vous ?

JADE LINDGAARD. Pour certains écologistes, c'est l'émotion provoquée par la beauté d'un paysage ou, au contraire, le scandale suscité par le spectacle d'un paysage ravagé par une marée noire qui est à l'origine d'une prise de conscience. Ça n'a pas du tout été mon cas. Ayant grandi dans un milieu complètement urbain, je n'ai jamais eu une

sensibilité romantique par rapport à la nature. Pour moi, le déclic a été plus politique : il s'est produit en 2005 en visitant un campement altermondialiste autogéré et autonome en Écosse. J'ai aimé l'esprit «Do it yourself», j'ai découvert qu'on pouvait se doucher avec un verre d'eau – oui c'est possible, et ce n'est pas désagréable ! ça m'a ouvert des perspectives sensorielles ! Ensuite le sentiment de scandale face au dérèglement climatique s'est accentué progressivement, à mesure que j'accumulais des connaissances sur le sujet, que je m'intéressais à la tuyauterie de ma chaudière...

REGARDS. Qu'est-ce que cela a changé dans votre façon de concevoir ces problèmes ?

Un jour, je me suis sentie égoïste. Pas tant envers une catégorie de victimes en particulier d'ailleurs, les habitants de tel ou tel endroit directement menacé par la fonte des glaces par exemple. Mais l'idée générale que le CO2 que j'émetts pour me chauffer ou me déplacer reste dans l'atmosphère plus de mille ans et dérègle le climat ne m'a pas lâchée. Je ne crois pas du tout à l'idée d'une «conversion» à l'écologie, cela n'a rien à voir avec la révélation religieuse. On devient écolo par couches de lectures, de conversations, de chocs face à des destructions scandaleuses, d'actions de résistance. C'est un processus intellectuel et affectif.

REGARDS. L'une des obstacles à une véritable prise de conscience écologique provient du fait que le mal est en partie invisible, et qu'il ne se trouve pas forcément là où on croit. Spontanément, on se dit que lire un document sur un écran est plus «vert» que de l'imprimer. Et en lisant votre livre on découvre que c'est le contraire !

C'est contre-intuitif en effet, mais Internet est un facteur important de pollution. D'une part, les data centers sont des monstres énergétiques, surtout à cause

de leurs systèmes de refroidissement. La région parisienne est quasiment en état de saturation d'alimentation d'électricité à cause de ces hangars de serveurs. D'autre part, l'exploitation de minerais et la consommation d'eau nécessaires à la fabrication des appareils qui utilisent Internet, (les smartphones, les tablettes...) ne sont pas soutenables. À chaque fois que l'on twitte, que l'on poste des photos sur Instagram ou que l'on utilise une appli, on émet des gaz à effet de serre. Quand on a recours à l'appli RATP pour trouver son parcours en transport en commun on pollue ! L'économie numérique est loin d'être aussi propre et « virtuelle » qu'on l'imagine. Une fois que l'on sait ça, on peut choisir de limiter le nombre d'applis sur son téléphone. Celle qui permet de « trouver une terrasse au soleil » n'est peut-être pas essentielle...

REGARDS. Ceci est un exemple de «petit geste» que chacun peut faire, au même titre que trier ses déchets. Ce sont des actions privées, individuelles, qui sont souvent critiquées à gauche pour leur inefficacité face à un problème structurel, politique et global...

Je suis persuadée que l'une des grandes batailles politiques, aujourd'hui, consiste à repenser le privé, à déprivatiser notre espace domestique. J'en veux

à une partie des collectifs de gauche d'avoir à ce point disqualifié la discussion politique sur l'action individuelle au nom de son inefficacité. Bien sûr que le petit geste en lui-même est insuffisant. Ce n'est pas en faisant son compost ou en créant une Amap que l'on va sauver la planète. Et il est évident que le capitalisme non seulement s'accommode très bien de l'existence des micro-gestes écolos, mais en plus est capable de s'adapter à cette demande et de se transformer en «capitalisme vert». C'est précisément pour cette raison qu'il faut absolument faire le lien entre les petits gestes et les luttes politiques visant la transformation sociale. Mais il ne peut y avoir d'action collective tant qu'il n'y a pas de prise de conscience individuelle. C'est une étape préliminaire nécessaire. Les ateliers vélos, les Amap ou encore les boycotts de sociétés et d'industries particulièrement polluantes ne sont pas que des petits gestes anecdotiques, ce sont des expériences d'alternatives concrètes qui peuvent conduire vers le militantisme. Alors qu'on a été totalement déresponsabilisés, qu'on n'a aucune idée des matériaux utilisés pour construire nos logements et nos voitures, ces gestes nous redonnent une emprise sur nos vies, un espace de décision pour s'autonomiser du consumérisme ambiant.

« Faire le lien entre les petits gestes et les luttes politiques visant la transformation sociale »

REGARDS. Sur ce dépassement de la fausse antinomie privé/public, vous faites le parallèle avec les mouvements féministes...

La lutte des féministes et la constitution de la femme en tant que sujet politique sont passées par un combat politique pour le droit de vote, un combat social pour les droits à l'avortement et à la contraception, mais aussi par une réflexion sur la répartition des tâches ménagères. L'écoféministe américaine Giovanna Di Chiro parle bien de « ramener l'écologie à la maison ». De la même manière, les mouvements de lutte contre le sida ont combiné des discussions très concrètes et intimes sur les protocoles de soin, la place du conjoint, la question de la souffrance et des revendications plus politiques sur l'accès aux médicaments dans les pays pauvres. Toutes ces luttes qui ont obtenu des résultats ont cela en commun : elles ont mélangé le privé et le public, l'individuel et le collectif.



« Toutes les luttes qui ont obtenu des résultats ont en commun d'avoir mélangé le privé et le public »

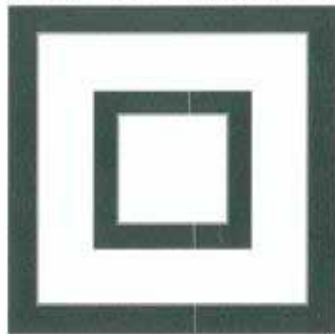
REGARDS. Faire des petits gestes et être un «consomm'acteur» vigilant c'est une chose. Renoncer au confort lié au chauffage énergivore en est un autre bien moins facile à «vendre». On ne peut pas attendre des gens qu'ils soient totalement exemplaires...

C'est certain que demander aux gens de renoncer au confort d'une maison bien chauffée et d'avoir froid est une impasse politique. Mais ce qu'il faut expliquer, c'est d'une part que ce confort est illusoire. Il a tenu quelques années, durant les Trente glorieuses, et encore, il ne concernait qu'une petite partie des habitants de la planète. Et ce confort est de toute façon menacé par le dérèglement climatique. Les prix de l'énergie et des matériaux sont voués à exploser à moyen terme. Donc autant commencer dès maintenant à s'organiser différemment et à revoir nos habitudes.

REGARDS. Que peut-on opposer à la crainte de perdre du confort, à la peur de la régression technologique ?

Prendre en compte les contraintes et se «re responsabiliser», ce n'est pas forcément punitif, au contraire ! Le «confort moderne» n'est souvent pas aussi confortable qu'on le croit. Quand on se penche sur le sujet du froid, on découvre qu'il y a bien mieux que la chaleur sèche d'une chaudière : la «volupté thermique» du poêle à bois ! Ce qui n'est pas étonnant quand on sait que les équipements de chauffage ont initialement été conçus pour des processus de production agricole et de séchage industriel, pas pour des logements. Les gens vont pouvoir réapprendre, redécouvrir le plaisir du feu, sa beauté, son bruit, sa chaleur plus sensuelle. Il ne reste plus alors qu'à prolonger cette expérience privée en revendication politique et exiger ce mode de chauffage pour nos nouveaux logements ! Les écolos ne sont pas des martyrs ou des saints qui seraient plus vertueux que les autres. C'est une question d'imaginaire et d'objets de désir. Le plaisir et la fierté que les adeptes du tuning ont à décorer et perfectionner leur voiture de façon artisanale ne sont pas si lointains du plaisir et de la fierté qu'éprouvent les écologistes à isoler eux-mêmes leur maison, à s'entraider pour réparer leurs équipements ou à observer leurs déchets se transformer en compost ! ● **LAURA RAIM**

GENEVIÈVE FRAISSE
LES EXCÈS
DU **GENRE**



CONCEPT, IMAGE, NUDITÉ

lignes

Geneviève Fraisse **« Valérie Trierweiler n'est pas entrée dans l'histoire »**

Philosophe et historienne de la pensée féministe, Geneviève Fraisse revient sur les débats à propos du genre dans son dernier essai Les Excès du genre. Et préfère la promotion de modèles à la dénonciation des stéréotypes sexistes.

Regards. Votre dernier livre est intitulé Les Excès du genre. N'est-ce pas une provocation envers les féministes ?

Geneviève Fraisse. Oui, la pensée peut être provocante. Mais je suis féministe, il me semble ! Dans ce titre, il y a un jeu avec le mot sexe. Depuis les années 90 (À côté du genre, publié en 2010, en est un condensé), j'explique qu'il faut garder le mot sexe et que ce serait une erreur de penser qu'on peut le supprimer. En français, «sexe» est un mot à la fois abstrait et concret. Car je ne choisis pas la provocation par plaisir, je

veux penser la sexuaction du monde. Il est intéressant de noter qu'on n'entend pas la même chose quand on dit violence sexuelle et violence de genre. J'ai trouvé ce titre en discutant avec Aline César, metteuse en scène, militante du collectif HF. Nous discutons de sa pièce Trouble dans la représentation. Je vois venir à moi des jeunes chercheuses qui me disent qu'elles doivent enlever le mot sexe de leur recherche par peur pour leur avenir professionnel. J'ajoute que la discipline «philosophie» est très confusément identifiée dans les études de genre, et le mal est français.

Pour vous, le débat sexe-genre est aussi stérile que celui sur l'œuf et la poule.

Je ne dirais pas «stérile», plutôt pris dans la répétition. Oui, il faut critiquer le débat sur l'innée et l'acquis, la nature et la culture... Dans le spectacle et le son, on appelle ça la boucle. Ce modèle de pensée renforce ce qu'il dénonce. Pour ma part, je plaide pour l'historicité plutôt que pour cette tension dialectique, aussi pour qu'on prenne la mesure du pari philosophique en jeu avec cet objet de pensée. Les militants anti-mariage pour tous l'on très bien compris et c'est pourquoi ils sont aussi virulents pour tenter de neutraliser un nouveau champ de savoir. Car il s'agit bien de transformer en profondeur nos repères philosophiques avec toutes les conséquences théoriques et pratiques induites dans le réel de la vie de tous. C'est pourquoi je parle d'excès, il désigne un surgissement, donc ce qui dépasse, ce qui outre mesure, et même ce qui vient du «hors champ». Car quelque chose de nouveau est en cours.

Les études sur le genre prouveraient la réalité de la domination masculine reléguant dans ses plis l'analyse de l'émancipation ?

Je vais être de plus en plus brutale sur ce sujet. Je trouve qu'à travers cette normalisation des études, cette fasci-

nation pour le négatif de la domination, pour la dénonciation des stéréotypes – une voie ouverte par l'héritage de Bourdieu –, on prend le risque de redoubler ce que l'on dénonce. Pour ma part, je ne déconstruis pas, je scrute ce qui se construit. J'ai évidemment été obligée de rencontrer les discours sur la domination, mais toujours à partir de l'argumentaire de l'émancipation – pas seulement ses rêves, mais aussi ses paradoxes et contradictions. J'ai envie de dire aux étudiants : arrêtez de travailler sur la domination, travaillez sur l'émancipation. Fait-on bouger les normes en les dénonçant ? Il est important de montrer le modèle tourné vers le futur plutôt que le stéréotype fier de son passé. Travailler sur l'émancipation peut aussi stimuler l'émancipation ; alors qu'en général on pense que déconstruire la domination est la voie obligée de la subversion. Je pense le contraire. Par exemple, un signe féministe (involontaire !) de ce gouvernement est la nomination d'Emmanuel Macron. Non pas pour ses idées politiques, et encore moins pour son sexisme politique stupéfiant (les « illettrées »), mais parce que l'on découvre qu'un homme jeune vit avec une femme beaucoup plus âgée que lui. Cela dit aux femmes et aux hommes : vous avez le droit. La lutte contre les stéréotypes ne passe pas par leur dénonciation, mais par le décalage offert par des singularités.

« Qu'est-ce qui est le plus important pour les gamines ? De leur désigner les stéréotypes ou de leur montrer des modèles ? »

Au fond, ce qu'il vous importe, c'est de désigner des modèles ?

Je l'ai compris quand j'étais députée européenne. J'écrivais un rapport sur femme et sport. Une femme députée européenne m'a affirmé tout simplement : « Moi, j'ai été championne de voile, je suis un modèle. » Najat Vallaud-Belkacem ou Christiane Taubira sont l'expression même de l'émancipation parce qu'elles sont bien dans leurs baskets (avec ou sans une image stéréotypée de leur apparence). Et elles font ce qu'elles veulent de leur identité sexuelle. Qu'est-ce qui est le plus important pour les gamines ? De leur désigner les stéréotypes ou de leur montrer des modèles ? Je ne déconstruisais pas les stéréotypes (certes paradoxaux !) de la Comtesse de Ségur à ma fille. Car l'enfant aussi fait le travail entre l'image et le réel, ils sont aussi des sujets pensants. Une femme ministre de la Justice pèse bien plus que les cartables roses ou bleus distribués par la Mairie de Puteaux. Le fils d'une caissière fait bien la différence entre la vie réelle de sa mère et ce qu'on lui montre à la télé comme la norme.

Et Valérie Trierweiler, est-elle devenue un modèle ?

Ce que Valérie Trierweiler ne comprend pas, c'est qu'elle est la « deuxième moitié de la république », comme dit Rousseau – deuxième moitié négative pour lui, ironiquement positive pour moi. Elle n'a pas le choix : elle est confrontée à l'Histoire avec un grand H. La démocratie le rabâche à l'envi : il faut séparer les sphères privée et publique. Elle érige ainsi une barrière protectrice très pratique. Mais nous, nous affirmons bien, dès le MLF en 70 : « Le privé est politique » avec l'image : « Prolétaires de tous les pays, qui lave vos chaussettes ? » Cela vaut aussi pour Thomas Thévenoud qui ne paie pas ses impôts. Car il n'est pas seulement un individu mais une « portion » de la nation. Je l'ai vécu de manière très intense lorsque j'étais élue. Je représentais plus que moi-même. [1] Ok, en 2012, on dit que Valérie Trierweiler fait une crise de jalousie envers Ségolène Royal. Mais cette psychologie est très secondaire. Car la candidate à la présidentielle (battue) elle, elle est déjà entrée dans l'Histoire. D'autant plus que le

« Maîtrise et indépendance sont les caractéristiques ultramodernes du corps des femmes d'aujourd'hui »

couple Hollande-Royal a incarné l'égalité des sexes à tous points de vue, de la réussite scolaire à la conjugalité libre jusqu'à la plus haute rivalité politique. La seule chose que Valérie Trierweiler devait comprendre dès le début, c'est qu'elle devait avoir des comportements qui signifient qu'elle est placée comme «précieuse» moitié de la république et se dire : « Ok, alors je suis plus que ma propre individualité quand je franchis la porte de l'Elysée, même si je ne suis pas en posture d'émancipation ! » Or, elle a une réaction qui va à l'encontre de l'émancipation politique et ne joue que la carte psychologique. Ainsi, Valérie Trierweiler ne peut pas entrer dans l'histoire politique, sauf à rejouer la monarchie.

Il y a les modèles et puis il y a les images. Parmi ces images, la nudité devient politique.

Aujourd'hui, il faut prendre au sérieux la subversion du flux des images. Trois groupes féministes différents ont réussi un court-circuit médiatique : les Pussy Riot, les Femen et le collectif la Barbe. Elles font un travail éminemment politique. La nudité politique n'est pas une histoire nouvelle. Elle commence

en Afrique, ce n'est donc pas le prosélytisme néocolonial des Femen qui s'empare en premier de cette idée. Maîtrise et indépendance sont les caractéristiques ultramodernes du corps des femmes d'aujourd'hui. Les deux femmes de pays arabes qui se sont montrées nues sur internet, Aliaa Magda El Mahdi en Egypte et Amina Sboui en Tunisie, ont, simplement, toutes les deux, souscrit à l'Habeas Corpus, à cette reconnaissance d'autonomie d'un corps qui se montre. Amina Sboui écrit sur ses seins nus : « Ce corps m'appartient, il n'est source d'honneur pour personne. » La conséquence est directe : le sujet est autant un objet que l'objet est un sujet. Faire de son corps un écran sur lequel écrire un message condense les deux. Comme pour faire avancer l'histoire.

Et la pensée féministe s'en trouve-t-elle bouleversée ?

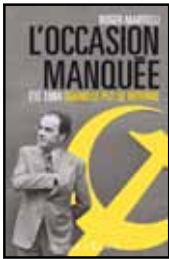
Il se passe quelque chose de nouveau pour la philosophie à travers l'assemblage de la pensée et la pratique du court-circuit médiatique. Quand Nietzsche écrit « si la vérité est femme », quand un peintre, à la même époque, montre une femme nue sortant

d'un puits comme l'image de la vérité, l'époque prend acte d'une mise à distance. Les Femen, les Pussy Riot ou la Barbe nous montrent que le corps et la nudité peuvent être utilisés par les sujets eux-mêmes. La femme nue qui incarnait la vérité dans un imaginaire

antique fait aujourd'hui irruption dans les médias, elle subvertit une image pour entrer, comme geste, dans le réel. Et, moi aussi, Geneviève Fraisse, je suis obligée d'incorporer, dans mes recherches en philosophie, leur histoire.

● **ALINE PENITOT**

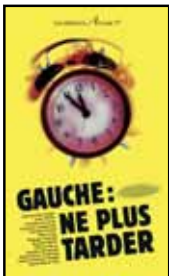
NOTRE PETITE SÉLECTION DE RENTRÉE



Été 1984 : quand le PCF se referme,
Roger Martelli, éd. Arcane 17



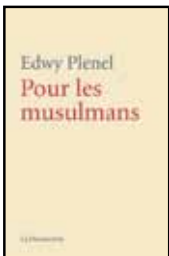
Le principe démocratie, **Sandra Laugier et Albert Ogien**, éd. La Découverte



Gauche : ne plus tarder, **Collectif**, éd. Arcane 17



Le Communisme désarmé, **Julian Mischi**, éd. Agone



Pour les musulmans, **Edwy Plenel**, éd. La Découverte



*L'économie de l'attention
Nouvel horizon du capitalisme ?,*
Yves Citton, éd. La Découverte



Paul Chemetov Philharmonie de Paris : le prix de l'architecte

La Philharmonie de Jean Nouvel à Paris, réalisation aussi spectaculaire sur le plan esthétique que sur celui de son coût, pose la question de la responsabilité de l'architecte envers la sobriété que devrait requérir l'époque.

Jean Nouvel, auteur de la Philharmonie de Paris, est le plus célèbre des architectes français, un des rares titulaires du Pritzker, le Nobel de l'architecture. L'un de ses tout premiers bâtiments, le premier peut-être qu'il ait construit à titre personnel, était une maison. Le projet qu'il avait présenté ne convenait pas aux instructeurs qui exigèrent un toit. Jean Nouvel réagit avec humour en différenciant par la teinte des briques ce qu'il souhaitait faire et les volumes supplémentaires qui lui étaient imposés. Iconiquement correct, économiquement exorbitant.

Aujourd'hui, alors qu'il est au faite de sa gloire et de son art, on peut analyser son opération de la Philharmonie de la même façon. À un noyau rationnel et nécessaire s'ajoutent des excroissances qui, en l'occurrence, ne répondent pas au bureaucratiquement correct mais à l'iconiquement correct, c'est-à-dire aux images dominantes qui font la loi dans les jurys d'architecture. Aujourd'hui, le morphing que permettent les ordinateurs et la vogue de Zaha Hadid ou de Franck Gehry affolent les uns et les autres. Ce dernier construit dans le bois de Boulogne un bâtiment à deux

niveaux... de 42 mètres de haut. Si son mécène veut bien déboursier 250 millions d'euros (toutes dépenses confondues) pour bâtir 10.000 mètres carrés, soit environ quinze fois plus au mètre carré qu'un HLM, nous avons en contrepartie la perfection sculpturale et technique de l'œuvre et le fait que cet argent est privé (discuter de son accumulation est un autre problème !).

N'importe quel automobiliste passant sur le périphérique, n'importe quel piéton se promenant sur les boulevards des maréchaux ou depuis le parc de la Villette peut voir que le noyau et l'écume des formes coexistent dans le bâtiment de la Philharmonie, et que leurs intersections, comme leur coexistence, ne sont en rien pacifiques. Cela peut ressortir d'une volonté esthétique, certes, mais ce bâtiment est financé dans son premier investissement, comme dans son entretien, par l'argent public. Sa fragilité volontaire, un certain souci du mal foutu, rejoignent les bétons grossièrement banchés qui ont fait la gloire de le Corbusier. Si l'on peut en admettre le principe, il ne peut être réalisé à cette échelle et à ce coût, dans l'explosion des budgets qui caractérisent cette opération, dont la conséquence est à la fois à la mise sous tutelle de l'architecte sur le chantier et le refus de la ville de Paris de combler le trou – qui n'est celui des Halles (ceci est une autre affaire...). Ce projet installe pourtant la musique au cœur d'un quartier populaire, en bordure du périphérique même, dans le

parc de la Villette, à côté de la Cité de la musique et du Zénith. L'idée d'une salle où les spectateurs sont répartis tout autour des musiciens, comme celle des toits accessibles à la promenade font partie des atouts du projet.

La sobriété comme nécessité

Poussés dans leurs retranchements, les défenseurs du ce dernier mettent en regard son coût et celui d'un avion de combat, d'un missile sophistiqué, d'une journée de guerre. Mais c'est comparer ce projet au gâchis, à la destruction que de se réfugier derrière ces paravents. Un monde sobre, un monde fonctionnel, un monde solidaire a une attitude autre envers l'argent – pas celui des casinos – mais celui du travail figé, celui de la peine des hommes, celui des ressources limitées de notre planète.

Il est difficile d'entendre dénoncer quotidiennement, la hausse des impôts, de l'énergie, des transports en commun, des loyers et de voir 386 millions (le triple du budget initial) d'argent public dépensés pour 20.000 mètres carrés construits, soit près de 20.000 euros le mètre carré. Le prix de deux véhicules populaires au mètre carré (ce qui revient à dire que le mètre carré d'un bâtiment fixe coûte six fois plus cher que celui d'un objet motorisé !).

Ne soyons pas misérabilistes, mais ce projet coûte au moins quatre fois le prix d'un théâtre habituel. Cette défense et illustration de l'inventivité et du talent de Jean Nouvel ne risquent-elles pas,



à ces niveaux de prix, de se retourner contre l'idée même de la dépense culturelle ? Au niveau du smic actuel, c'est 22.000 ans ou la vie entière de travail de plus de cinq cent salariés payés au smic (ils sont encore trois millions en France) qui sont là investis. La sobriété est une nécessité du monde où nous vivons, elle est la condition d'une meilleure distribution des richesses et des biens, dans les pays riches certes, comme la France, mais aussi entre pays pauvres et pays riches. Les interventions récentes de la France en Afrique nous le rappellent.

Et pour illustrer cette attitude sobre, Picasso, auteur de quelques formules à l'emporte pièce que sa pratique justifiait, avait le culot d'affirmer : « Quand je n'ai pas de rouge, je prends du bleu. »

La culture et la responsabilité

On a envie de dire à Jean Nouvel, quand l'argent public s'installe durablement dans la rareté, de faire la preuve de son talent authentique et singulier dans des budgets compatibles avec les moyens de la société. Des roses sans aucun doute, mais aussi du pain. Et puisque la



«Le Mucem à Marseille a tout récemment frappé les esprits, mais ce dernier bâtiment a coûté quatre fois moins au mètre carré que la Philharmonie.»

culture ne saurait être l'apanage d'une seule élite, ce n'est pas en augmentant, sans raison, le prix des bâtiments, et donc leur coût de fonctionnement, et donc celui des places, que l'on démocratisera l'écoute de Mahler ni même de Mozart.

La culture ne peut vivre sans subventions – si elle doit échapper à la logique marchande –, mais cela engage d'autant plus la responsabilité de tous ceux qui contribuent à la faire vivre. Abu Dhabi peut sans doute faire construire une coupole de 180 mètres de diamètre flottant sur l'eau. Est-ce là l'idéal auquel nous aspirons ? Est-ce la représentation d'une culture qui serait élitiste pour tous, selon le logan ?

La démocratie a besoin de symboles, la Tour Eiffel ou Beaubourg ont marqué leurs siècles. Le Mucem à Marseille a tout récemment frappé les esprits, mais ce dernier bâtiment a coûté quatre fois moins au mètre carré que la Philharmonie. Leurs programmes ne sont pas comparables, certes, mais l'expressivité,

l'invention sont les mêmes. Si des bâtiments publics quittent les chemins de la rationalité pour aller vers le caprice ou l'intention sculpturale, ont-ils besoin de s'exprimer à de telles échelles ? La magnificence du Taj Mahal avait pour contrepartie l'esclavage.

À l'opposé, Ronchamp, en son temps – modeste chapelle, sculpture totale – a bouleversé le monde architectural. Il n'est pas besoin de gigantisme pour « amener à la culture par l'architecture », comme le dit Jean Nouvel. On souhaiterait que cette exigence se manifeste aussi et d'abord dans le logement des hommes, aujourd'hui abandonné aux logiques du marché et du produit, même quand ils sont emballés comme des paquets cadeaux. Sa première maison de culture architecturale, c'est tout de même le logis de chacun, et à vouloir transmettre la culture architecturale uniquement par quelques projets d'exception, ne recrée-t-on pas des conditions d'un élitisme que l'ont dit vouloir combattre ? ● PAUL CHEMETOV

Julian Mischi

Le communisme

aires depuis le

La disparition du parti de la classe ouvrière

Les classes populaires s'éloignent de la politique instituée. Les ouvriers ne se reconnaissent plus dans «le parti de la classe ouvrière». Dans un livre récent, le sociologue Julian Mischi fait de cet écart la matrice du déclin communiste. Débat de l'auteur avec Roger Martelli.

À propos d'un livre de Julian Mischi

Julian Mischi est sociologue à l'INRA. En 2010, il a publié un livre remarquable sur les sociabilités militantes au PCF des années 1930 aux années 1970¹. Il livre cette fois un essai au titre percutant, *Le communisme désarmé*². Toujours autour de la même méthode (une étude

centrée sur quatre fédérations départementales emblématiques, Allier, Isère, Loire-Atlantique, Meurthe-et-Moselle), il a accumulé une remarquable concentration d'informations érudites sur la perte de substance ouvrière du PCF. Il ne se contente pas d'énumérer les faits : il nous livre une thèse. Si le PCF n'est plus le grand parti ouvrier qu'il était, c'est à la fois parce que les conditions objectives ont impulsé ce déclin et parce que le PCF lui-même a renoncé à la centralité ouvrière dans son discours et dans sa structure même.

La rigueur de ce travail est impressionnante et la thèse a le mérite d'être simple

1. Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF, Presses Universitaires de Rennes, 2010

2. Le communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970, Agone, 2014, 332 pages, 20 €

et forte. Elle énonce, en la précisant, une dimension majeure de l'évolution du PCF, comme de toute la vie politique française depuis trois décennies : l'éloignement des catégories populaires vis-à-vis de la politique instituée est en effet le nœud de la crise politique actuelle. La trame générale du propos de Julian Mischi est juste dans sa globalité. Elle me semble toutefois unilatérale, ce qui peut conduire à des raccourcis quand il s'agit de penser en perspective l'histoire du communisme. Pour le dire d'une autre façon, le PCF a perdu une large part de l'ancrage populaire qui fut le sien. Mais cette perte n'est pas d'abord le résultat d'un renoncement de classe. Ainsi, c'est l'interprétation des faits que je discute, et non le constat solide dressé par Julian Mischi.


I Qu'est-ce qui a permis au PCF d'être un parti ouvrier et même le parti par excellence de la représentation ouvrière de la fin des années trente aux années 1970 ? Ce n'est pas seulement le fait qu'il a voulu être ce parti. Il a été reconnu par le monde ouvrier parce que les ouvriers trouvaient une utilité majeure à son existence. De façon générale, les ouvriers ont eu toujours un rapport ambigu à la politique instituée. D'un côté, elle est le monde du « eux », de l'élite sociale, que l'on observe avec d'autant plus de méfiance que la politique officielle fonctionne sur le registre du « cens caché » (Daniel Gaxie), celui qui met le « nous »

des ouvriers à l'écart de la représentation et de la décision démocratiques. Mais, d'un autre côté, il faut agir dans l'espace politico-institutionnel pour affirmer la dignité collective du groupe et contribuer ainsi à l'unification d'un groupe social dispersé par ses conditions objective d'existence. L'implication ouvrière dans le champ politique est donc pendulaire. Elle est forte quand les ouvriers ont l'impression qu'ils disposent d'une représentation qui assure en même temps leur originalité propre (« nous » et « eux ») et leur reconnaissance sociale ; elle est moins dense, s'ils estiment qu'ils sont « trahis » par une représentation inadéquate ou par des dynamiques politiques qu'ils ne reconnaissent pas.

Pendant quelques décennies, entre le milieu des années trente et les années 1970, le PCF est apparu politiquement utile parce qu'il assumait trois fonctions en même temps : une fonction sociale de représentation rendue visible par une quadruple action partisane, syndicale, associative et municipale ; une fonction utopique (la représentation d'une société autre, où le monde du travail est au centre et pas à la marge), par la médiation du mythe soviétique ; une fonction politique, par de grandes formules de rassemblement bien à gauche (antifascisme, Résistance, programme commun). Or ces fonctions vieillissent avec le temps, en même temps que la société change. Si le PCF a péché, n'est-ce pas d'abord par carence de renouvelle-

Il faut au préalable se demander quel « peuple » on veut unir et à quelles conditions il est possible d'unifier ce que l'évolution du capital parcellise.

ment de son utilité fonctionnelle ? On peut toujours se réclamer de l'espace ouvrier : ce n'a qu'un effet limité, si cela ne s'accompagne pas d'une utilité massivement perceptible par ceux que l'on veut représenter. Or l'utilité n'est pas de toute éternité : elle se construit, se déconstruit, se reconstruit. Encore faut-il s'assurer de comprendre pourquoi les choses se déconstruisent et comment les reconstruire.

 La crise de la galaxie communiste n'est qu'un aspect d'une crise plus globale qui est celle du mouvement ouvrier. Ce qui unifie la classe, c'est moins l'effet d'une réalité objective (pendant longtemps, la centralité de l'industrie manufacturière), mais le mouvement par lequel les ouvriers dispersés se ressentent et se définissent comme classe à part entière. C'est la subjectivité du mouvement qu'ils forment qui fait des ouvriers dispersés une classe consciente d'elle-même. Or la seconde moitié des années 1980 voit s'éroder la totalité du processus antérieur d'agrégation : c'est à la fois le tassement de la grève, la contraction et la dispersion du syndicalisme, l'affaiblissement de la so-

ciabilité ouvrière (au profit de l'association « classes moyennes »), le tassement des formes de conscience de classe et le déclin de l'espace communiste. À se cantonner dans l'espace communiste, on peut perdre de vue cette dimension plus globale ; or elle ne renvoie pas à la seule volonté discursive. Ce n'est pas d'abord parce qu'elles ont perdu la volonté d'exprimer la dignité ouvrière, que les organisations du mouvement ouvrier ont perdu leur force propulsive.

Il ne suffit donc pas de vouloir s'ancrer dans l'expérience ouvrière, ni même dans l'expérience populaire de façon plus large. Il faut au préalable se demander quel « peuple » on veut unir, s'il existe ou non un groupe central (l'ouvrier d'usine hier) et à quelles conditions il est possible d'unifier ce que l'évolution du capital parcellise. C'est cette réflexion que le PCF n'a pas su et pas voulu mener, par crainte de remettre en cause ses fondements de l'équilibre vertueux atteint entre 1936 et 1945. Mais faute de l'avoir fait, à plusieurs reprises à partir des années 1950, il s'est fragilisé lui-même. Sa frilosité n'est sans doute pas « la » cause de son recul ; mais elle est une cause majeure. En tout état de cause, en n'osant pas refonder

Le peuple d'aujourd'hui, est à redéfinir, si l'on veut qu'il devienne acteur central.

ses propres bases, le communisme politique s'est avéré hors d'état de contredire les tendances lourdes qui ont nourri son déclin.

3 Il faut relancer la politisation populaire : c'est la clé des dynamiques démocratiques de la prochaine période. Mais on ne recréera pas de l'association politique, si l'on ne se demande pas quelles sont les conditions contemporaines de cette association. Il n'y a pas d'unité possible d'une classe si ne se forge pas le projet collectif de son émancipation. Il n'y a pas de peuple rassemblé, si ne se dessine pas la vision forte d'une société dans laquelle les catégories populaires ne sont pas marginalisées mais centrales : on en conviendra aisément avec Julian Mischi. Mais quel projet ? Une mixité plus ou moins sociale ou une « révolution »-démocrate ? Une rupture ? Et cette rupture prendra-t-elle la forme classique du modèle bolchevique d'antan ? De plus, qui élabore et met en œuvre le projet ? Des représentants ? Une avant-garde plus ou moins savante (la « science du marxisme-léninisme ») ? Une démocratie directe, sans médiation ?

De quoi a besoin l'impulsion populaire ? D'une avant-garde qui la guide ? D'un lobbying politique, sur le modèle initial du travaillisme anglais ? D'une galaxie d'organisations multiples pilotées par le parti (modèle de la social-démocratie et du communisme européens) ? D'un mouvement composite, entremêlant le social, le politique et le culturel ? Autant de questions redoutables, auquel on ne saurait répondre par l'évocation nostalgique du temps où le PCF pouvait, sans que cela soit scandaleux, se définir comme « le parti de la classe ouvrière ». On ne se baigne pas deux fois dans le même fleuve. Les ouvriers sont loin d'avoir disparu, mais le groupe ouvrier n'a plus la centralité et la cohérence qui était la sienne au temps de la seconde révolution industrielle menaçante. La capacité des catégories populaires à devenir « mouvement » et à s'imposer comme « peuple » politique ne se résume plus dans la centralité du « mouvement ouvrier ». Un peuple, une classe, un parti : nous n'en sommes plus là aujourd'hui.

En tout cas, sans l'ensemble des médiations qui relient le social et le politique, le communisme est voué à osciller en permanence entre l'exaltation ouvrière-

riste et la relativisation de la centralité du « peuple ». Le peuple d'aujourd'hui, c'est toujours la masse des dominés, des exploités, des aliénés ; il existe en tant que tel (la « moyennisation » a été au bout du compte un mythe), mais il est à redéfinir, si l'on veut qu'il devienne acteur central. Tâche plus stratégique que de simplement se réclamer de lui...

● ROGER MARTELLI

Réactions au texte de Roger Martelli

Je crois que nous sommes d'accord sur l'essentiel du constat sans, toutefois, s'accorder sur l'interprétation de l'évolution historique du PCF et, surtout, sur les leçons qu'il y aurait à tirer, aujourd'hui, de cette histoire.

De mon point de vue, constitué à partir de l'analyse de l'ancrage local du PCF sur le temps long, le déclin de ce parti est indissociable de la perte de son influence dans les milieux populaires. La marginalisation politique des classes populaires

est certes un phénomène massif, qui touche l'ensemble des partis, mais elle a une résonance particulière pour le PCF, un parti se revendiquant historiquement de la lutte des classes et de l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes. En combattant le capitalisme sur le terrain politique, il s'agissait pour les dirigeants communistes de donner des armes à la classe ouvrière pour lutter contre la confiscation du pouvoir par la bourgeoisie. Le caractère ouvrier de l'organisation n'était pas un aspect secondaire mais une priorité, une nécessité visant à

Ce sont les logiques élitistes de fonctionnement de la vie politique qui reviennent tout naturellement en force au sein du PCF.

inscrire le projet politique dans les pratiques militantes. C'étaient surtout des militants ouvriers ou, du moins, d'origine ouvrière, qui le représentaient dans les mairies et à l'Assemblée nationale. L'effritement de son ancrage populaire et surtout l'abandon d'un discours de classe ne peut donc que signer la disparition progressive du PCF tel qu'il s'est structuré dans l'entre-deux-guerres. Ainsi le PCF perdure-t-il avec son sigle mais il a été désarmé : désarmé de sa force idéologique subversive, désarmé également de sa base populaire, qui faisait sa puissance. Une puissance qui a permis à ses militants de remettre en cause un temps le monopole détenu par les fractions bourgeoises de la population sur la vie politique française.

Oui, tout n'est pas qu'affaire que de discours ou de positionnement idéologique. Mais, en abandonnant la référence prioritaire aux classes populaires au profit d'un discours humaniste visant à représenter la société dans toute sa « diversité », ce sont les logiques élitistes de fonctionnement de la vie politique qui reviennent tout naturellement en force au sein du PCF. Dans ses réseaux militants mais aussi dans ses mairies, ce sont des catégories sociales diplômées

qui prennent le pas sur les catégories populaires. Je montre ainsi comment les cadres de la fonction publique, épaulés par les enseignants, forment le nouveau groupe central du PCF, succédant aux permanents d'origine ouvrière. Ceux qui s'estiment ou sont vus comme les plus compétents dans le métier politique sont valorisés au sein des réseaux communistes, à l'instar des collaborateurs d'élus, directeurs de cabinet, cadres technico-administratifs, chargés de mission, etc.

En outre, le volontarisme politique que je décris, dans ses succès et ses échecs, n'est pas réductible à un discours ou à une « volonté discursive », comme ton interpellation peut le laisser penser. Il s'agit d'un volontarisme idéologique et organisationnel. Tout un ensemble de dispositifs visait à assurer l'adhésion et la promotion des ouvriers avec, en premier lieu, une politique de formation et de sélection des cadres. Si les classes populaires ont abandonné le PCF, c'est aussi parce que le PCF les a abandonnés et qu'elles ne trouvent plus leur place dans l'organisation. Ce retrait des militants d'origine populaire est frappant au regard du passé du PCF mais, dès que l'on fait la comparaison avec les

autres partis, y compris de gauche ou écologistes, il est important de noter que ce parti demeure néanmoins encore relativement populaire, entouré qu'il est d'organisations politiques totalement embourgeoisées.

Mon analyse ne porte pas tant sur l'abandon de la classe ouvrière par le PCF que sur les difficultés qu'ont ses représentants à prendre en compte les classes populaires contemporaines, à mobiliser les ouvriers et employés qui forment un groupe partageant des conditions d'existence et des expériences de domination relativement proches. La crise du renouvellement du personnel politique communiste (qui vieillit, s'embourgeoise et se professionnalise depuis les années 1980) exprime une prise de distance avec les nouvelles figures populaires. Dans le livre, j'évoque ainsi comment le PCF, qui a constitué historiquement un outil important de mobilisation et de défense des travailleurs immigrés et des enfants d'immigrés, issus d'Europe méridionale en particulier, éprouve ensuite des difficultés à maintenir son influence dans les nouvelles générations ouvrières, formées, en partie, de travailleurs originaires du Maghreb.

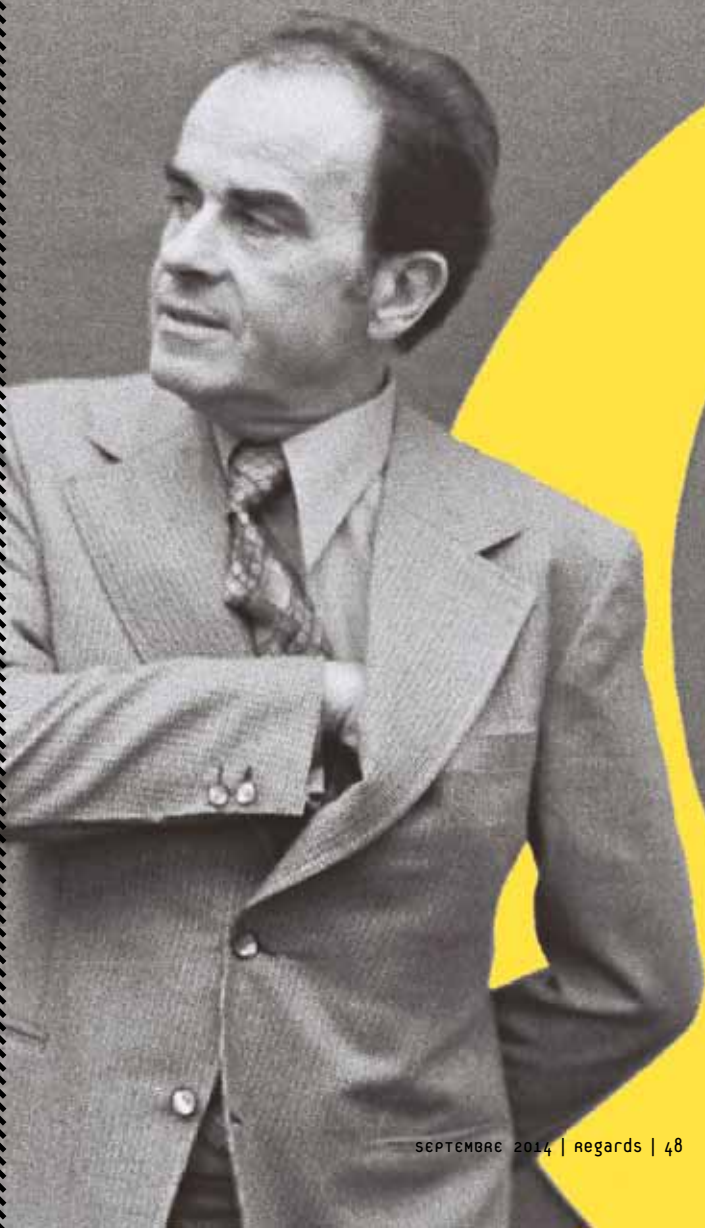
Prenons ici un autre exemple : celui des femmes et de la lutte contre les discriminations liées au genre. On peut estimer qu'il s'agit là d'une réussite pour le PCF : il s'est féminisé de manière précoce, dès la fin des années 1970, et la parité tend à s'imposer dans les organismes dirigeants. Cette féminisation

résulte d'une politique de valorisation de la place des femmes dans l'organisation ainsi que dans les instances électives, avec un engagement répété pour l'égalité salariale. Elle ne s'accompagne cependant pas d'une réflexion sur le recrutement militant des femmes des milieux populaires en lien avec les nouveaux visages du salariat d'exécution (agents de services des collectivités, employées de commerce, aides-soignantes, personnel des services à la personne, etc.). La féminisation des rangs communistes concerne moins les fractions populaires de ce salariat, constituées des employées des services, que ses franges les plus diplômées (professions intermédiaires de l'éducation et de l'animation socioculturelle, cadres de la fonction publique, etc.).

Certes les transformations des conditions de vie et de travail des classes populaires dans la dernière période sont défavorables à leur entrée dans l'action militante. Tout un ensemble de processus sociaux structurels (éclatement de la classe ouvrière, déclin du syndicalisme, relégation spatiale des classes populaires, développement de l'emprise scolaire, etc.) concourt à éloigner les classes populaires du PCF mais on peut également identifier des obstacles à leur engagement au niveau de l'organisation elle-même. Les dispositifs de valorisation des militants d'origine populaire se sont délités en même temps que le groupe dirigeant a rompu avec les pratiques autoritaires du centralisme démo-

VIANNQU

ÉTÉ 1984 QUAND LE PCF SE P



La force du collectif et de l'organisation est essentielle pour donner des outils aux classes populaires.

cratique. Le rejet du passé stalinien s'est accompagné d'une suspicion sur les structures militantes, perçues comme des formes d'embrigadement. Or la force du collectif et de l'organisation est essentielle pour donner des outils aux classes populaires et pour contrer leur domination politique.

C'est sur cette appréciation de la « forme parti » que nos positions divergent le plus. Je ne pense pas que l'appel à la « société civile » ou à la « démocratie participative » soit en mesure de forger une organisation populaire de lutte anti-capitaliste. Une des leçons que l'on peut tirer de l'histoire du PCF est que l'organisation peut procurer des ressources militantes aux groupes sociaux dominés pour lutter contre leur marginalisation politique. Le rôle de l'organisation militante est essentiel si l'on se donne pour objectif d'opérer une brèche dans un ordre politique dominé par les fractions bourgeoises de la population et les professionnels de la politique. C'est là que peuvent se forger et se transmettre les armes pour décoder l'univers des classes dominantes et pour contrer leur action. C'est là que peuvent se constituer les outils collectifs pour investir ou

combattre les institutions qui décident de la destinée du plus grand nombre sans leur accord. Seule la force du collectif et de la formation politique est susceptible de construire une opposition à l'organisation des intérêts patronaux et néolibéraux à l'échelle nationale et européenne.

À cause d'une lecture trop rapide du passé du PCF, il est largement convenu aujourd'hui d'estimer que l'engagement des classes populaires au sein d'un parti ne peut aller sans une forme de stalinisme ou du moins d'une confiscation du pouvoir par des permanents. Ce serait, par conséquent, un prix trop cher payé pour permettre la promotion politique des groupes sociaux dominés. Mais on est en droit de refuser l'idée d'un lien inévitable entre stalinisme et représentation des classes populaires, sous réserve de construction de nouvelles formes de mobilisation. Le pari de mon livre est qu'on ne pourra rien inventer de vraiment nouveau tant que le processus de disparition de la voie empruntée par le PCF pour parvenir à cette représentation des classes populaires n'aura pas été soigneusement décrit.

● JULIAN MISCHI



Isabelle Lorand

Mort à la guerre

La folie guerrière n'était donc pas derrière nous. Partout, sur tous les continents, les conflits fratricides surgissent. Le monde s'enflamme. Et voilà que la France, qui naguère s'enorgueillit de choisir la politique plutôt que les armes, multiplie les opérations militaires. Pourtant, il n'est pas nécessaire d'être grand clerc pour constater qu'outre les victimes civiles, l'option belliqueuse ne fait qu'aggraver l'épidémie terroriste. Fini le temps de la guerre « chirurgicale ». Maintenant, c'est clair, la guerre arrive chez nous. Qui peut croire que l'extravagante décision de Hollande ne sera suivie d'attentats sur le territoire français. C'est si vrai que d'emblée l'inique loi anti-terroriste renoue avec les mesures d'exception. Comme on dit, quand c'est la guerre, c'est la guerre... Et pendant ce temps là, le cathare continue à s'afficher sur les maillots du PSG. La France continue à fermer les yeux sur la vente d'armes à ceux-là même qu'elle prétend combattre. Comme on dit les affaires, c'est les affaires.

Mille français seraient embrigadés. C'est tragique pour eux, pour leur famille et pour la paix. C'est un mal qu'il faut traiter. Mais le médicament choisi est pire que le mal. Si l'on poursuit la politique actuelle, ils seront vite dix fois, cent fois plus nombreux. Lutter contre la stigmatisation d'une religion ou des quartiers, mais aussi contre la perte d'espoir, de sens et d'utopie, serait certainement une voie bien plus efficace.

Le monde se pensait à l'abri d'un troisième désastre mondial. Depuis cet été, ce n'est plus vrai. Le pacifisme est inscrit dans l'ADN de la gauche. Malgré les deux grandes tragédies, un siècle après Jaurès « l'affirmation de la paix est le plus grand des combats ». ●